

POSITION OFFICIELLE

Règles : Tout délégué en prenant part d'un comité devra présenter sa Position Officielle par écrit à la Tribune, dans la première session. Si tel n'est pas le cas, il pourra la présenter dans la deuxième session (la première session du second jour) comme dernière date. En ne s'occupant pas à ces instructions, il ne pourra pas assister à la deuxième session et on lui appliquera un avertissement, il perdra en outre l'occasion d'être candidat à un certain prix académique. Le délégué devra écrire sa Position Officielle dans le temps considéré pour la deuxième session, en cas contraire on lui appliquera un autre avertissement dans la troisième session.

Position officielle

La position officielle est un essai où chaque délégué exprime la position de son pays par rapport à ce qui est d'actualité qu'on examinera dans le comité. Cet essai est composé de deux parties : une page d'introduction et deux pages avec l'explication de la position officielle du pays dans chaque d'actualité de l'agenda. Le document devra avoir le suivant dirigé :

POSITION OFFICIELLE

Comité :

Pays :

Sujet :

Nom du délégué :

École d'origine :

a) **Recherche** : la page introductive sera composée des parties suivantes :

A) *Contexte de son pays* :

Population, problèmes sociaux, système économique et forme de gouvernement.

B) *Histoire* :

Problèmes frontaliers, guerres et périodes historiques plus significatives.

C) *Relations avec d'autres pays* :

Mentionner des groupements internationaux à auxquels appartient son pays, sa participation l'ONU, et s'il est membre d'un certain traité. En outre les traitements commerciaux avec d'autres pays de la Communauté Internationale.

b) **Position en ce qui concerne le problème** :

Elle sera composée de l'information significative d'un pays par rapport à ce qui est d'actualité à débattre. Cette partie exprimera la manière par laquelle le problème affecte à chaque nation et la position officielle du pays. Il est très important que dans le texte on ne parle pas de manière personnelle, mais toujours en se référant à la position le pays ou du gouvernement. Il doit parler comme représentant d'un pays et ne pas utiliser de phrases comme "je pense" ou "je soutiens l'idée".

Exemple de position officielle

COMITÉ : Comité sur le Désarmement et la Sécurité Internationale

PAYS : État d'Israël.

NOM : Cecilio MUN

ÉCOLE : Tecnológico de Monterrey, Campus _____



(Information de base sur l'Israël)

Israël est localisé en Asie de l'Est, au milieu Orienté, entre l'Égypte, la Syrie, la Jordanie et le Liban. Le pays est une république parlementaire multipartite. Il n'y a pas une constitution écrite, mais quelques règles de base passées tout au long des décennies déterminent les opérations du gouvernement et leurs activités. L'Israël a comme système de gouvernement un système non fédéraliste ; le gouvernement central à Jérusalem effectue la majorité des fonctions du gouvernement.

Le pays a une composition religieuse très diverse : Juifs, 82% ; Musulmans, 14% ; Chrétiens, 2% ; d'autres, 2%. Bien que la culture soit hautement enracinée dans les anciens cérémoniaux et les traditions juives, les immigrants sionistes continuent d'enrichir à l'Israël, en apportant différents flux culturels qui se mélangent avec ce qui est original. Le pays est aussi enrichi par la population et la culture musulmane, dont les pratiques ont été vues dans différents secteurs.

L'Israël est un pays hautement développé, dont les principales activités sont l'industrie technologique, les importations et les exportations. Du fait que les activités de base primaires de l'Israël sont faibles, le pays dépend de l'aide et le commerce étrangers pour importer matière première. Une fois que cette matière est en Israël, il est transformé et est exporté de nouveau. L'économie de l'État dépend principalement de ce type d'activités, ce qui fait à l'Israël strictement dépendant des marchés mondiaux. Étant donné cette question, pour l'Israël les relations avec d'autres pays sont très importantes. Le pays a un penchant spécial par ses relations avec les États-Unis de l'Amérique, l'Union Européenne et le Japon.

[PLUS TOUTE AUTRE INFORMATION RELEVANTE POUR LE SUJET]

*[CONTINUATION DANS UNE AUTRE PAGE, PORTANT SUR CHAQUE UN DES SUJETS À ÊTRE
DISCUTÉES]*

COMITÉ : Comité sur le Désarmement et la Sécurité Internationale

PAYS : État de l'Israël.

SUJET : Principaux aspects technologiques et de l'environnement dans la destruction d'armes chimiques.

NOM: Cecilio MUN

ÉCOLE: Tecnológico de Monterrey, Campus _____

Vu le danger que représentent les armes chimiques pour le monde, et à son tour en rappelant que dans la zone d'un demi - Est l'existence de cette technologie se présente, l'Israël il réitère sa position de prendre comme prémisse principale celle de défendre sa sécurité nationale.

Avec ce qui précède en esprit, l'État ne peut pas garantir non- la production de ces armes quand la nation sera menacés par ses pays des voisins avec l'utilisation de d'elles. Devant le problème, l'Israël propose l'équité de forces entre les pays appartenant aux conflits dans lesquels on peut voir inséré l'utilisation de ces armes.

Ainsi aussi, l'Israël fait remarquer que les traités pour réduire la destruction et le contrôle, manufacture et stockage d'armes chimiques négociés depuis 1972 et signés en janvier 1992 à Paris et soutenu par 120 pays, prendront effet non avant 1995 ou jusqu'à ce que 65 pays ratifient leur appui. À son tour, on confirme que toute tentative de destruction d'armes chimiques est un grand investissement qui requiert de transformer l'affaire comme prioritaire dans le budget des pays possesseurs d'armes pour qu'il soit mené à bien. Par ce qui précède, l'État de l'Israël pense que la destruction d'armes chimiques est une affaire qui doit être menée à bien au coût qui est et dès que possible, puisque les problèmes actuellement, (d'importance spéciale ceux produits dans le Moyen-Orient), ne sont pas comme pour attendre que cette question soit transformée prioritaire.

En convainquant à la Communauté Internationale de la nécessité de la destruction des armes chimiques, on promouvra la recherche et l'étude de la meilleure façon pour mener à bien les actions décidées. L'investissement dans la recherche nous sera utile pour l'économie de capital en choisissant la meilleure méthode de destruction, qu'il tolérera à une solution qui n'implique pas de dommages environnementaux, dommages à des pays qui ne possèdent pas d'armes chimiques ou de perduration de déchets non désirables dans la face de la Terre.